

de volonté politique. Avec une pareille volonté, je crois que nous pourrions arriver à un accord. Mais il faudra y arriver et renouveler nos pressions amicales sur certains de nos partenaires.

Nous devons aussi commencer les négociations pour interdire la production de matières fissiles à des fins militaires. Dans l'immédiat, cela signifie continuer à appuyer la Russie et les États-Unis dans leurs efforts bilatéraux en matière de désarmement et encourager les autres États nucléaires sur la voie du désarmement.

Nous devons aussi parler des armes qui tuent quotidiennement et sans discrimination : les mines terrestres. Les mines terrestres font chaque semaine plus de 150 morts ou blessés parmi la population civile. Pour arrêter cette tragédie, nous devons renforcer les instruments multilatéraux à notre disposition, en particulier la Convention sur les armes conventionnelles. J'entends bien utiliser le forum que nous offre Halifax pour continuer les discussions que j'ai entamées avec mes collègues sur cette question à différentes reprises.

Ce Sommet me donnera aussi l'occasion de poursuivre des discussions sur un thème qui m'est cher, le transfert international des armes conventionnelles. Ensemble, nous devons chercher les moyens de réduire ce fléau. Entre 1986 et 1993, 71,7 p. 100 des ventes d'armes étaient destinées aux pays en voie de développement. La communauté internationale, si elle agit de concert, peut véritablement faire une différence et envoyer un message clair aux pays dont les dépenses militaires dépassent les dépenses sociales. Face à un tel déséquilibre, nous pourrions être tentés d'examiner la pertinence de nos programmes d'aide à la lumière des dépenses militaires des pays receveurs. J'ai proposé au Japon une approche concertée à cet égard. Je pense que nos deux pays peuvent s'attendre à poursuivre un échange d'idées pertinentes sur cette question. Le Sommet nous donne donc la chance d'étendre nos discussions pour y inclure les vues de nos collègues du G-7.

Nous ne pouvons manifestement imposer notre volonté à d'autres pays, mais en agissant ensemble, nous parviendrons sans aucun doute à infléchir leurs décisions. Le Canada à lui seul ne peut changer les politiques de certains pays d'Afrique par exemple, mais dans un effort concerté avec un grand nombre d'autres États, il pourrait susciter des changements d'importance dans bon nombre de ces pays.

Pour parler très franchement, les pays qui investissent le plus dans le domaine militaire sont, malheureusement, encouragés en cela par des pays membres du G-7. De fait, les membres permanents du Conseil de sécurité sont les plus gros exportateurs d'armements. Il est donc inconcevable que, d'une part, nous